

Divorce consommé entre le Gouvernement et les caféiculteurs

NDLR. IL s'agit de plusieurs articles sur la question

Les caféiculteurs se retirent définitivement du processus de la privatisation de la filière café alors que la mendicité se généralise et que la malnutrition continue à sévir

Par Rénovat Ndashinze, Journal Iwacu, mardi 20 décembre 2011

Au moment où la privatisation de la filière café est proche de se terminer avec la vente de 104 stations de lavage le 30 décembre 2011, les caféiculteurs divorcent définitivement d'avec le gouvernement qui, selon eux, fait cavalier seul dans le processus. Dans une conférence de presse animée ce lundi 19 décembre au White Stone, la Confédération Nationale des Associations des Caféiculteurs du Burundi (CNAC) dénonce un manque de vision propre au gouvernement du Burundi pour défendre les intérêts des producteurs du café.

« Nous ne sommes pas contre la privatisation de la filière café, nous ne sommes pas animés par l'égoïsme, nous refusons d'entrer en mouvement comme des fictifs, des assistants. Nous plaçons pour une privatisation concertée », indique Macaire Ntirandekura, assistant chargé du plaidoyer au sein de la CNAC.

« Malgré sa forte dépendance aux bailleurs de fonds étrangers, le gouvernement ne doit pas perdre de vue ses responsabilités et son rôle. Un Etat souverain doit se prononcer sur les conditions liées à l'octroi d'un don. La situation actuelle empêche le gouvernement burundais de développer et de défendre sa propre politique. Il n'arrive pas par exemple à garantir un prix minimum pour les producteurs du café », déplore la CNAC. Pour cette confédération, le gouvernement qui représente le peuple burundais ne prend pas en considération les cris des caféiculteurs : « Il suit aveuglement la stratégie de la Banque Mondiale ».

Un dialogue des sourds et un néocolonialisme dans le secteur café

Selon Macaire Ntirandekura, les caféiculteurs ont soulevé des inquiétudes dès le début de ce processus de privatisation mais le gouvernement les a classées sans suite. Les caféiculteurs rejettent catégoriquement les 25% qui leur sont réservés au niveau de leur participation. Les caféiculteurs qualifient cette tactique de néocolonialisme : « Depuis 2007, les caféiculteurs vendent leur café vert à travers le comité de commercialisation qu'ils ont mis en place. Ce système garantit que 72% des recettes du café vert revienne aux caféiculteurs. Or, la stratégie actuelle donne la propriété du café aux multinationales dès la première étape de transformation. » Ainsi, pour eux, vendre les usines de déparchage à des multinationales étrangères conduit donc à une pression vers le bas des prix payés aux producteurs et favorise le transfert d'argent vers les pays industrialisés ».

A défaut d'une stratégie concertée, les caféiculteurs promettent de continuer à cultiver le café et de construire leurs propres stations tout en se spécialisant dans le « washed ». Ils précisent qu'ils n'ont pas d'autres choix que de se retirer totalement de la stratégie « gouvernementale ». Cependant, ils affirment que si le gouvernement se ressaisisse et qu'il accepte de prendre en considération leurs doléances, ils restent disposés à cheminer ensemble.

Le gouvernement va poursuivre processus de privatisation de la filière café

@rib News, 21/12/2011 – Source Xinhua

Le gouvernement burundais n'est pas inquiet du retrait des caféiculteurs du processus de privatisation de la filière café, a déclaré mercredi à Bujumbura sur les ondes d'Isanganiro dans son édition matinale, M. Jean-Baptiste Gahimbare, ministre burundais de la Bonne gouvernance et de la Privatisation

Cette décision n'engage que les comités des associations caféicoles et non les véritables caféiculteurs, a-t-il martelé, en précisant que cette annonce ne saura pas retarder le processus de privatisation en cours dans la filière café.

« S'ils se sont décidés de se retirer, a-t-il insisté, il faut analyser de près que leurs revendications incarnent bel et bien la position de véritables caféiculteurs », a-t-il ajouté.

M. Gahimbare a en revanche précisé que les différents caféiculteurs qui se sont exprimés sur diverses stations radiophoniques burundaises, soutiennent le processus gouvernemental de privatisation de la filière café.

Les caféiculteurs avaient demandé au gouvernement d'organiser les campagnes de sensibilisation y relatives et de les aider à formaliser la mise en place des coopératives populaires.

« Nous allons nous y atteler au cours de ces prochains jours pour informer davantage les caféiculteurs des bénéfices qu'ils vont tirer de cette privatisation et pour analyser avec eux les modalités de mise en place effective de ces coopératives », a indiqué le ministre.

Lundi dernier, le président de la Confédération nationale des associations des caféiculteurs (CNAC), Joseph Ntirabampa, avait annoncé au cours d'une conférence de presse que la CNAC rejette définitivement le processus de privatisation de la filière café au motif que celui-ci n'a pas pris en compte les intérêts des caféiculteurs.

Burundi : La privatisation de la filière café continue à susciter des polémiques

@rib News, 22/12/2011 – Source Xinhua

Les caféiculteurs des provinces de Kayanza et Ngozi, région burundaise habitée par les grands producteurs du café, viennent de rendre publique une déclaration dans laquelle ils se rangent derrière la position de la Confédération Nationale des Associations des

Caféiculteurs du Burundi (CNAC) portant sur le retrait du processus de privatisation de la filière café, a rapporté jeudi la radio sans frontières Bonesha FM.

Ces caféiculteurs, précise-t-on, demandent au gouvernement burundais d'être associés dans la transformation et la vente de cette culture. Pour eux, la logique serait qu'ils accompagnent eux-mêmes leur produit jusqu'à l'usine de transformation, choisissent le marché et l'acheteur.

Le ministre burundais de la Bonne Gouvernance, de la Privatisation et des Entreprises publiques, M. Jean-Baptiste Gahimbare, avait déclaré mercredi sur les ondes d'Isanganiro, que la position du CNAC ne causera aucun problème au processus de privatisation de la filière café, et que les caféiculteurs étaient d'accord avec ce processus gouvernemental.

Burundi : un parti d'opposition fustige la privatisation de la filière café

@rib News, 05/01/2012 – Source Xinhua

Le Parti pour les travailleurs et la démocratie (PTD), parti d'opposition au Burundi, estime que la privatisation de la filière café est une forme de "remise en cause de cette culture" qui rapportait à l'Etat plus de 80% de recettes d'exportation, a indiqué jeudi à Bujumbura le président du PTD, Paul Nkuzimana, au cours d'une conférence de presse.

Pour M. Nkuzimana, « cette politique de privatisation » vise à mettre la richesse du pays entre les mains des multinationales et contribue à renforcer la misère et le chômage qui gangrènent actuellement le Burundi.

Avec la privatisation de la filière café, a déploré le président du PTD, la plupart des agriculteurs burundais ont commencé à "désert" cette culture, car le prix à la production du café continue à baisser.

Se référant aux témoignages recueillis auprès des caféiculteurs, M. Nkuzimana a affirmé qu'une grande quantité de café récoltée dans les localités du Nord du pays, est vendue au Rwanda où le prix à la production est plus intéressant par rapport aux prix proposés au Burundi.

Pourtant, a-t-il dit, avant que la privatisation de la filière café ne soit entreprise, les caféiculteurs burundais recevaient en retour une rémunération plus élevée que ce dont ils bénéficient actuellement.

Selon M. Nkuziman, à la fin de 2011, l'Etat du Burundi a privatisé la dernière tranche des 120 sociétés de gestion des stations de lavage du café (sogestals) restantes.

Le président de la Confédération nationale des associations des caféiculteurs (CNAC), Joseph Ntirabampa, avait annoncé en décembre dernier que la CNAC rejetait définitivement le processus de privatisation de la filière café au motif que celui-ci n'aurait pas pris en compte les intérêts des caféiculteurs.

Pour sa part, Jean-Baptiste Gahimbare, ministre burundais de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation, avait déclaré que le gouvernement n'est pas inquiet du retrait des caféiculteurs du processus de privatisation de la filière café.